



Tourisme Social et Solidaire et Développement durable

Des acteurs qui pensent global et
agissent au local



Edition 2018

Étude réalisée par
l'Union Nationale des Associations
de Tourisme et de plein air





L'édito

**Michelle
DEMESSINE**
Présidente de l'UNAT
Ancienne Ministre

Le 1er août 2018 était le « jour du dépassement ». À cette date, l'humanité avait consommé l'ensemble des ressources que notre planète est capable de régénérer en une année. Cette date se rapproche chaque année un peu plus. Elle serait même intervenue dès le 5 mai si toute l'humanité vivait comme vivent les Français.

En tant qu'acteurs engagés en faveur d'un tourisme de qualité respectueux des Hommes et des Territoires, cet indicateur doit non seulement nous inquiéter, mais il doit surtout être un ressort pour une mobilisation d'ampleur.

Faire le choix du Tourisme de l'Économie Sociale et Solidaire, c'est choisir de mettre l'humain et l'environnement au cœur des préoccupations et des projets. C'est également affirmer que les vacances et les loisirs ont une valeur sociale fondamentale. C'est enfin vouloir impacter positivement les territoires dans le cadre d'un tourisme durable.

Le présent rapport démontre que les pratiques en termes de développement durable font partie de l'ADN de l'UNAT et de ses adhérents. Toutefois, si elles semblent naturelles, elles ne sont jamais suffisantes et doivent être encouragées, valorisées et développées.

Nos structures ne recherchent pas le profit et mettent en œuvre une gestion désintéressée et attentive. Nos valeurs et les objectifs de développement durable apportent ainsi une véritable plus-value aux touristes et vacanciers accueillis.

Soyons conscients de cette force et osons la mettre en avant !

Introduction p4

▣ Le Tourisme Social et Solidaire (TSS) et le Développement durable, une même vision du monde p5

▣ L'UNAT, histoire et missions p6

▣ Objectifs de l'enquête p7

▣ Méthodologie p7

Résultats d'enquête p8

▣ Une stratégie durable bien ancrée mais peu officialisée p9

▣ Une baisse des consommations d'énergie, d'eau, de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre p10

▣ Un fort lien territorial p12

▣ Un important travail de sensibilisation p13

▣ Des UNAT en régions sensibilisées p16

Focus sur les différents secteurs p20

▣ Voyages p21

▣ Vacances enfants-ados p22

▣ Villages vacances p24

▣ Tourisme des jeunes p26

Perspectives et attentes du réseau p28

▣ Les Objectifs de développement durable des adhérents pour les 3 années à venir p29

▣ Les freins identifiés à la mise en place des objectifs de développement durable p30

▣ Des attentes fortes en matière de sensibilisation, communication et financements p30

▣ Propositions d'actions à mener au niveau national p31

L'étude en Bref p32

Introduction

Le Tourisme Social et Solidaire
et le Développement durable,
une même vision du monde



Le tourisme social et solidaire en France est né après-guerre d'une volonté politique forte de l'Etat, soutenue par de multiples initiatives prises par les caisses d'allocations familiales, les comités d'entreprises et de nombreuses collectivités locales. Il vise à la fois des objectifs d'aménagement du territoire et des objectifs sociaux d'accès aux vacances pour tous. Pour cela, le développement des vacances pour le plus grand nombre passe, depuis l'avènement des congés payés, par le développement de politiques qui favorisent à la fois le départ en vacances des personnes (les jeunes, les familles, les retraités, les personnes aux revenus modestes, les personnes handicapées, etc.) et le maintien de capacités d'accueil touristiques, adaptées à la diversité des territoires et des vacanciers.

En 1992, le Sommet de la Terre à Rio, tenu sous l'égide des Nations unies, officialise la notion de **développement durable** et reprend la définition du rapport Brundtland (1987) qui définit le développement durable comme étant « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ». Pour y arriver, trois piliers d'actions sont identifiés (économie/écologie/social) : un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable.

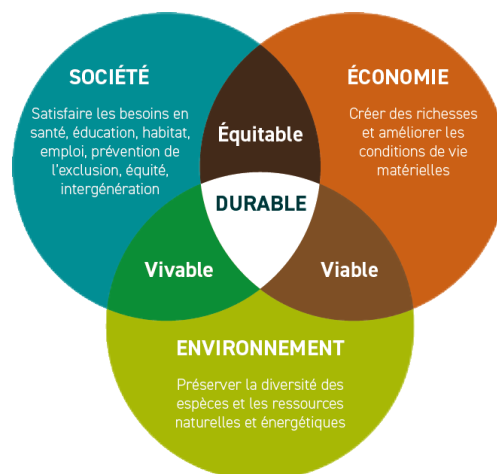
En cela, **le tourisme social et solidaire (TSS) et le développement durable (DD)** sont intrinsèquement liés. Ils partagent la même vision d'un modèle économique et de développement intégrant des préoccupations sociales, économiques et environnementales, telles que :

- **Axe social** : positionnement de l'humain au centre des préoccupations en interdisant toute forme d'exclusion ; impact social des établissements de la filière touristique dans les territoires ; mise en place de conventions collectives «avantageuses» et création d'emplois pérennes ; travail collectif avec des acteurs multiples (salariés, bénévoles, usagers, entités publiques, entreprises, associations, particuliers, etc.), développement du lien social...

- **Axe économique** : investissement des excédents dans les projets ; gouvernance participative ; amélioration de la qualité de vie ; production et consommation responsables ; implantation et intégration des établissements dans les territoires (notamment dans des lieux moins attractifs présentant de forts besoins)...

- **Axe environnemental** : amélioration de la qualité de vie ; baisse de l'empreinte écologique ; protection de la biodiversité et des écosystèmes ; utilisation d'énergies renouvelables et baisse des pollutions ; démarches de certification et labellisation ; création de référentiel ; recyclage des déchets ; économie d'eau et d'énergie ; sensibilisation...

Ces valeurs communes qui forgent l'ADN des acteurs du TSS traduisent, pour nombre d'entre eux, une importante sensibilité et une plus grande facilité d'actions dans un contexte de transition écologique et énergétique sans précédent.



Les trois piliers du développement durable
environnement.clissonsevremaine.fr

L'UNAT, histoire et missions



Le tourisme
au service des hommes et des territoires

L'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air (UNAT) est une association créée en 1920 et reconnue d'utilité publique depuis 1929. Tête de réseau du Tourisme Social et Solidaire, l'UNAT rassemble, représente et défend les principaux acteurs touristiques à but non lucratif, engagés en faveur du départ en vacances pour tous.

L'UNAT, et plus généralement le TSS, est constitué de plusieurs familles de produits : les villages vacances (accueillant une clientèle de familles et de groupes), les auberges de jeunesse, les centres internationaux de séjours et centres de séjours sportifs (pour les vacances des jeunes), les classes de découvertes, colonies de vacances et centres de vacances pour les enfants et adolescents, les séjours linguistiques, les voyages à l'étranger, les séjours de vacances adaptées...

Parce que les vacances sont un temps de rupture avec le quotidien, un moment de partage propice au renforcement des liens familiaux ou amicaux, et pour les plus jeunes, l'occasion de s'épanouir et de se développer, l'UNAT défend la valeur sociale de vacances accessibles au plus grand nombre.

Par ailleurs, de par son modèle de gouvernance multi-partie prenante et une culture partenariale forte, les membres de l'UNAT mettent en oeuvre de nombreuses initiatives présentant un impact économique et social bénéfique sur les territoires, tout en privilégiant le développement d'un tourisme durable.

Ainsi, sur tous les segments de clientèles (familles, jeunes, seniors, handicapés), plusieurs marques du TSS et adhérents de l'UNAT apparaissent dans le top 10 des marques touristiques nationales, constituant un actif stratégique pour la filière tourisme.

En matière de développement durable, l'UNAT et ses adhérents oeuvrent pour un tourisme responsable et solidaire depuis plus de 10 ans. Groupes de travail, plan d'actions, charte d'engagement, action des UNAT en régions... les outils et initiatives ont été et sont encore multiples. Ils poursuivent un même objectif : inciter et accompagner les acteurs du TSS dans leur démarche de développement durable.

Les chiffres clés 2017

- 71 structures nationales sont aujourd'hui adhérentes à l'UNAT et plus de 500 membres sont réunis au sein de 12 délégations régionales.
- Le réseau compte environ 1500 établissements de tous types (villages vacances, centres sportifs, auberges de jeunesse, gîtes, refuges, campings, centres de vacances...), représentant 240 000 lits touristiques pour un chiffre d'affaires de 1,2Md€.
- 4,9 millions de vacanciers sont accueillis chaque année, soit 20 millions de nuitées.

Pour en savoir plus, découvrez notre vidéo «C'est quoi l'UNAT?» et notre site Internet www.unat.asso.fr



L'UNAT inscrit son action dans le cadre d'un projet général qui vise à développer l'accès de tous aux vacances, au tourisme et de façon plus générale aux loisirs. Elle est le promoteur d'un tourisme respectueux des hommes et des territoires.



Objectifs de l'enquête

En 2017, année internationale du Tourisme durable, l'UNAT a réalisé un diagnostic des pratiques de développement durable au sein de son réseau.

Les objectifs de cette enquête étaient multiples :

- ▣ **fournir un état des lieux et mesurer l'implication des adhérents** du réseau dans la mise en place d'une démarche de développement durable au sein de leur organisme ;

- ▣ **identifier leurs attentes et besoins afin de soutenir les adhérents dans leur dynamique de projets** et les aider à s'engager dans des démarches de développement durable et/ou à compléter leurs actions dans ce secteur ;

- ▣ **partager et capitaliser les connaissances et expériences** des acteurs du tourisme social et solidaire (TSS) afin de mettre en lumière leurs réalisations et besoins réels.

Enfin, de portée stratégique et prospective, ce diagnostic permettra à l'UNAT d'**identifier les grands enjeux et les marges de progrès au regard du développement durable et d'envisager les actions à mener** avec et pour le réseau au cours des prochaines années.

Méthodologie

L'enquête menée par l'UNAT a été réalisée par l'envoi de questionnaires aux 71 membres nationaux de l'UNAT et aux 12 UNAT en régions entre juin et décembre 2017.

Pour cibler plus précisément les besoins, actions et enjeux des adhérents nationaux en matière de développement durable, trois questionnaires ont été réalisés et diffusés :

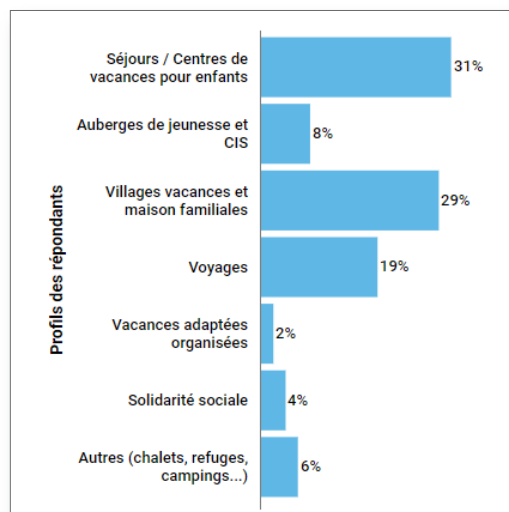
- ▣ un questionnaire « hébergeurs » pour les gestionnaires d'équipement : villages vacances, centres de vacances, auberges de jeunesse, centres internationaux de séjours et centres sportifs, refuges, gîtes... (63% de retours) ;

- ▣ Un questionnaire « organisateurs de séjours » : colonies de vacances, séjours linguistiques, voyages à l'étranger... (38% de réponses) ;

- ▣ Un questionnaire pour les UNAT en régions.

Chaque questionnaire se composait d'environ 40 questions, essentiellement des questions fermées afin de faciliter le remplissage et favoriser le nombre de retours.

Les **taux de réponse furent bons. 65%** des adhérents nationaux ont répondu à l'enquête, majoritairement des acteurs des secteurs « vacances enfants-ados » et « tourisme familial ». **90% des UNAT en régions** ont participé à l'enquête.



Résultats d'enquête

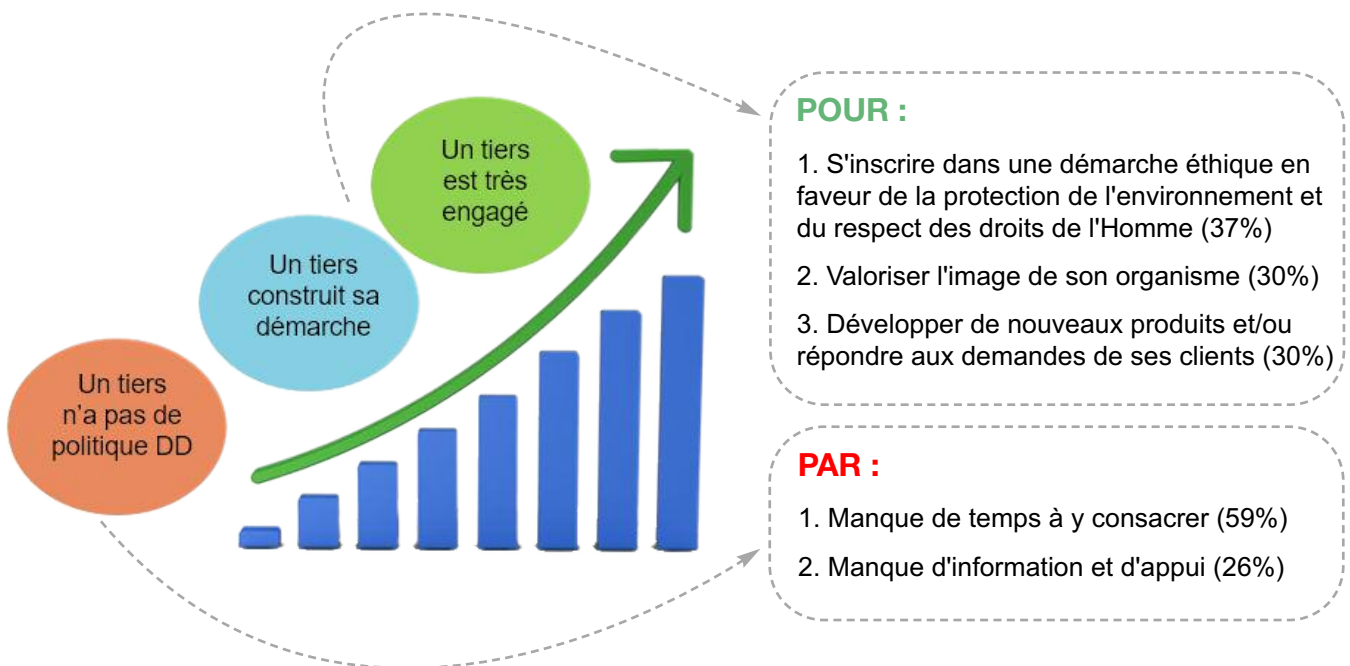


Une stratégie durable bien ancrée mais peu officialisée

72%

des organisateurs et 61% des hébergeurs ayant répondu à cette enquête déclarent avoir **mis en place une stratégie développement durable**, ou tout au moins des actions, en faveur du développement durable.

Parmi ces acteurs, certains n'en sont qu'au début de leur démarche tandis que d'autres sont déjà bien engagés et mettent en oeuvre de multiples projets durables depuis plusieurs années. Ainsi 59% ont mis en place leur politique DD après 2010 dont 44% dans les 5 dernières années.



19%

des organismes **ont rejoint des communautés d'acteurs engagés** dans le développement durable telles que les Acteurs du Tourisme durable (ATD), le Comité 21, France Nature Environnement, Paris Action Climat ou Lyon, Ville Equitable et Durable.



44%

seulement **des organisateurs et 40% des hébergeurs ont formalisé cette stratégie par écrit** (charte, cahier des charges, lettre d'engagement...)

29%

sont labellisés

17%



10%



8%



8%



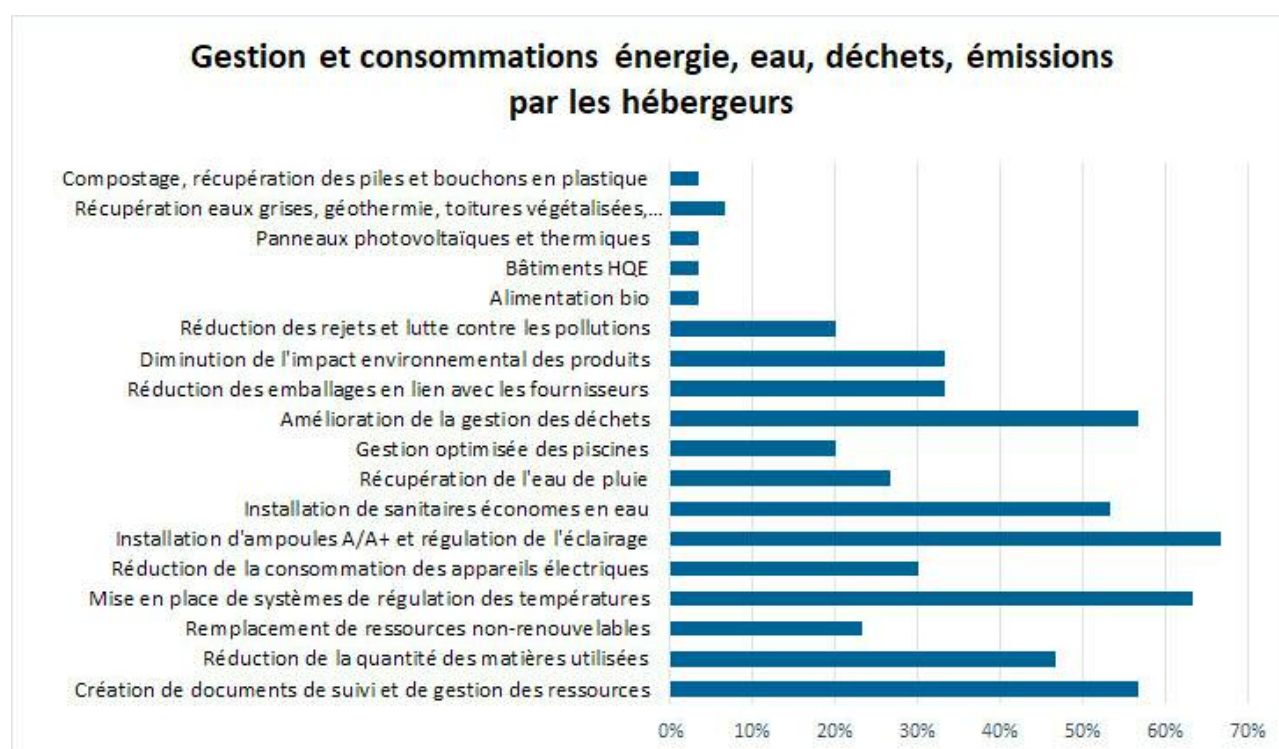
2% ISO 14001,
2% ISO 26000,
2% ISO 50001,
2% Accueil Paysan,
2% Chouette Nature,
2% HI qualité

Une baisse des consommations d'énergie, d'eau, de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre

66%

des hébergeurs gèrent durablement leurs consommations d'énergie/eau/déchets/émissions

Ces organismes ont mis en place des actions de gestion des consommations dans leurs équipements de tourisme social et solidaire (TSS) pour des raisons économiques, sociales et/ou environnementales liées à leurs valeurs du TSS. Ainsi, 10% le font sans être conscients qu'il s'agit d'une action pouvant s'inscrire dans une démarche de développement durable.



Actions les plus populaires :



Installation d'ampoules de classe énergétique A ou A+ et/ou installation de systèmes de régulation de l'éclairage (minuterie, détecteur de présence...)



Mise en place de dispositifs de régulation des températures dans les équipements (thermostat, extinction du chauffage dans les pièces inoccupées, fenêtres équipées de double ou triple vitrage, amélioration de l'isolation des bâtiments...)



Amélioration de la gestion des déchets (collecte sélective, recyclage, valorisation)



Création de documents de suivi et de gestion des ressources (tableau de relevés de compteurs, bilan comparatif des consommations annuelles...)

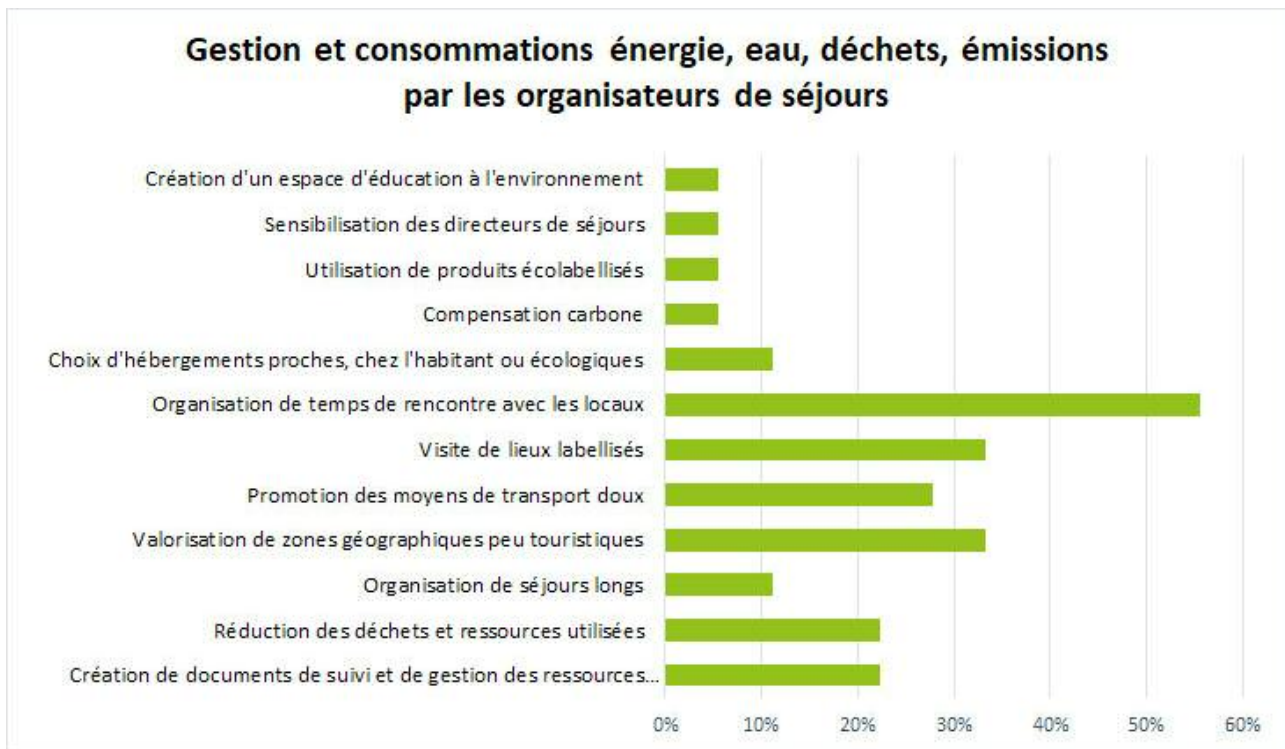


Installation de sanitaires économes en eau (robinetterie, douches, WC, lave-vaisselle...)

67%

des organisateurs de séjours gèrent durablement leurs consommations d'énergie/eau/déchets/émissions

25% des organisateurs le font sans être conscients qu'il s'agit d'une action pouvant s'inscrire dans une démarche de développement durable. Ces actions découlent des valeurs qu'ils portent. Elles s'intègrent dans leur processus de construction des séjours qu'ils ne considèrent pas comme relevant du développement durable mais du TSS. Une preuve que le développement durable et le TSS sont intrinsèquement liés par leurs valeurs et pratiques.



Actions les plus populaires :



Organisation de temps de rencontre et d'échanges avec la population locale



Visites de lieux labellisés partageant les valeurs du développement durable (Pavillon bleu, Grand Site de France, Destination pour tous, Qualité tourisme, Esprit Parc National, Valeurs Parc naturel régional...)



Valorisation de zones géographiques ne bénéficiant pas habituellement des retombées du tourisme de masse



Promotion de moyens de transport doux pour les déplacements prévus au cours des séjours (vélos, transports en commun, voitures électriques, covoiturage...)



Réduction des quantités de matières utilisées (matières premières, eau, énergie), de la consommation de ressources non-renouvelables et de la quantité de déchets générée au cours des séjours

Un fort lien territorial

77%

privilégient les fournisseurs, entrepreneurs et artisans locaux

77% des hébergeurs et 78% des organisateurs de séjours ayant répondu font appel à des acteurs locaux lorsqu'ils recherchent des prestataires.



67%

favorisent l'emploi local



73% des hébergeurs et 56% des organisateurs de séjours ayant répondu recrutent localement. La différence s'explique par le caractère mobile des séjours, qui ne permet pas toujours de recruter sur les lieux de destination.



60%

utilisent des systèmes productifs locaux et/ou des circuits courts de distribution

60% des hébergeurs et 61% des organisateurs de séjours ayant répondu valorisent la production locale.

75%

travaillent en partenariat avec des acteurs locaux du tourisme durable



73% des hébergeurs et 78% des organisateurs de séjours ayant répondu travaillent en lien avec les parcs naturels, réserves naturelles, CRT, CDT...

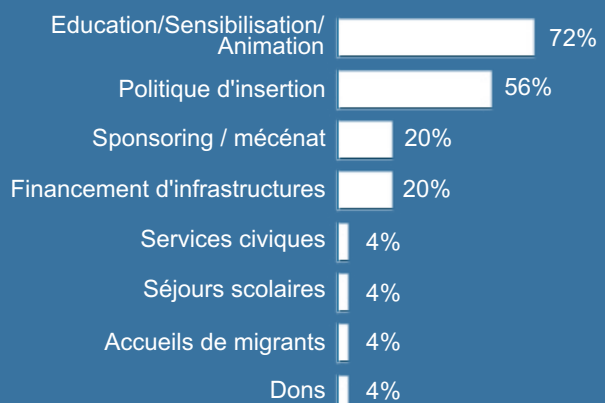
52%



participent aux politiques de développement local

50% des hébergeurs et 56% des organisateurs de séjours ayant répondu développent des projets ou actions au niveau local.

Les projets de développement local menés par les adhérents de l'UNAT :



Un important travail de sensibilisation

du personnel

42% sensibilisent leurs salariés aux valeurs et pratiques de développement durable

Soit 40% des hébergeurs et 44% des organisateurs de séjours, via différents outils et moyens de sensibilisation :

Formations

collectives (55%) ou individuelles (15%), possiblement sur site (50%) ou organisé par un tiers (10%)



Affichage d'instructions
(50%)

Expositions ou conférences

(10%)



Assemblée générale
(10%)

Groupes de travail

(5%)



des partenaires

31% encouragent leurs partenaires à mettre en place des actions de développement durable

Soit 37% des hébergeurs et 22% des organisateurs de séjours, via différents outils et moyens de sensibilisation :

Obligation par contrat /

clause dans les marchés publics

(40%)



Choix du prestataire en amont

(20%)



Signature d'une charte

(7%)



Envoi d'un document d'information et de sensibilisation (27%)

Echanges et partages de pratiques DD (20%)



Le sondage a permis d'identifier les **critères déterminants dans le choix des partenaires et prestataires** réalisé par les adhérents de l'UNAT nationale :



Contraintes par leur budget, les structures du TSS recherchent tout d'abord un bon rapport qualité-prix puis, en lien avec les valeurs qu'elles portent, étudient les critères environnementaux et sociaux des potentiels partenaires et prestataires.

65% sensibilisent leur clientèle aux valeurs et pratiques de développement durable

Soit 67% des hébergeurs et 61% des organisateurs de séjours, via différents outils et moyens de sensibilisation :



Sensibilisation et affichage pour réduire leur consommation d'eau et d'énergie (94%)



Sensibilisation et affichage pour le tri des déchets (81%)



Organisation d'activités et animations axées sur l'environnement ou le développement durable (52%)
(Soit 50% des hébergeurs et 56% des organisateurs de séjours)



Valorisation des initiatives environnementales auprès de leur clientèle (52%)
(Soit 60% des hébergeurs et 39% des organisateurs de séjours)



Promotion des moyens de transport doux (39%)



Promotion d'activités et de lieux d'intérêts labellisés (35%)



Diffusion d'un questionnaire de satisfaction comprenant des questions sur leurs actions en matière de DD (29%)



Communication sur la destination, les us et coutumes et la biodiversité locale (26%)



Préparation des futurs voyageurs aux spécificités du pays (culture, environnement...) avant leur départ (33% des organisateurs)



Affichage de l'empreinte environnementale d'une nuitée dans l'équipement (30% des hébergeurs)

Des UNAT en régions sensibilisées

8

UNAT en régions (UR) sur 12 ont mis en place une politique de développement durable au sein de leur réseau.



Les UNAT en régions les plus engagées sont principalement celles présentes sur des territoires littoraux ou montagnards, et situées dans des régions où les pouvoirs publics (le Conseil régional notamment) ont pris conscience de l'importance du développement durable.

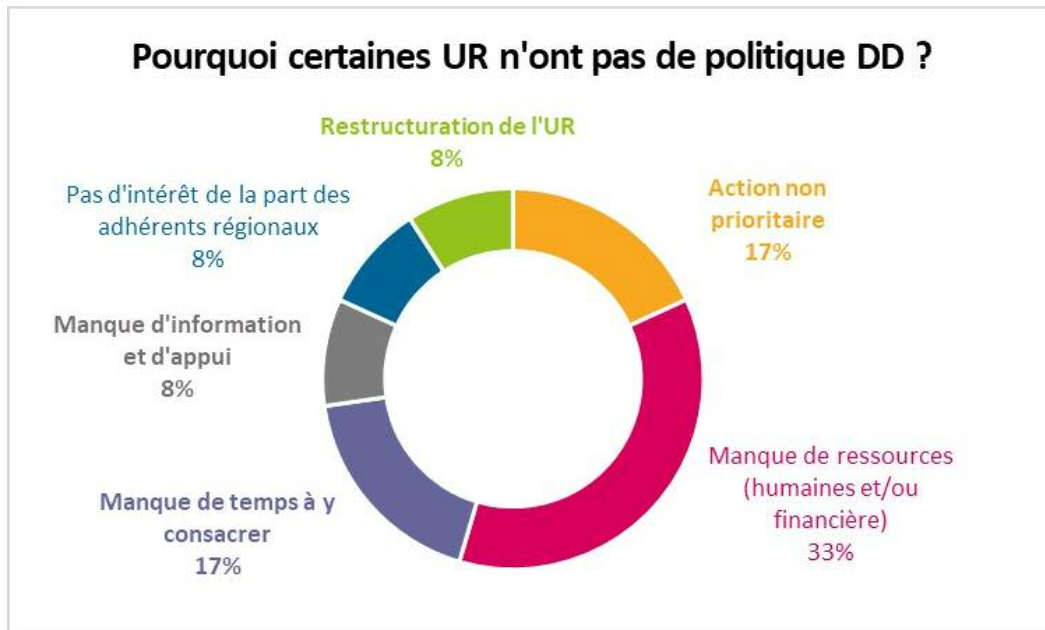
6

UNAT en régions ont un administrateur référent développement durable ou une commission développement durable

Pour accompagner les adhérents régionaux dans leur démarche, les UNAT en régions agissent depuis de nombreuses années sur ce sujet. Les premières actions ont été mises en place entre 2005 et 2011. La Charte d'engagement en matière de développement durable de l'UNAT ayant été adoptée au niveau national en 2009.

7

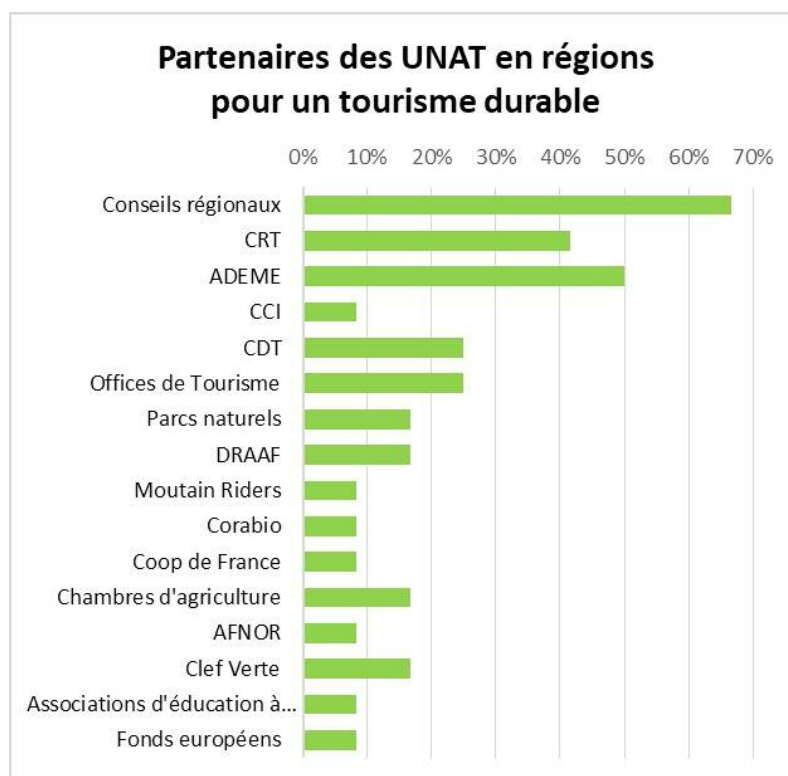
UR se sont engagées dans une démarche de développement durable au sein de leurs propres locaux (tri des déchets, limitation des impressions, utilisation de carafes en verre, installation d'équipements économes en énergie...).



5 UR ont fixé des objectifs DD à leurs adhérents (labellisation, réduction du gaspillage alimentaire, approvisionnement en circuits courts, diagnostic énergétique...).

Leurs partenaires

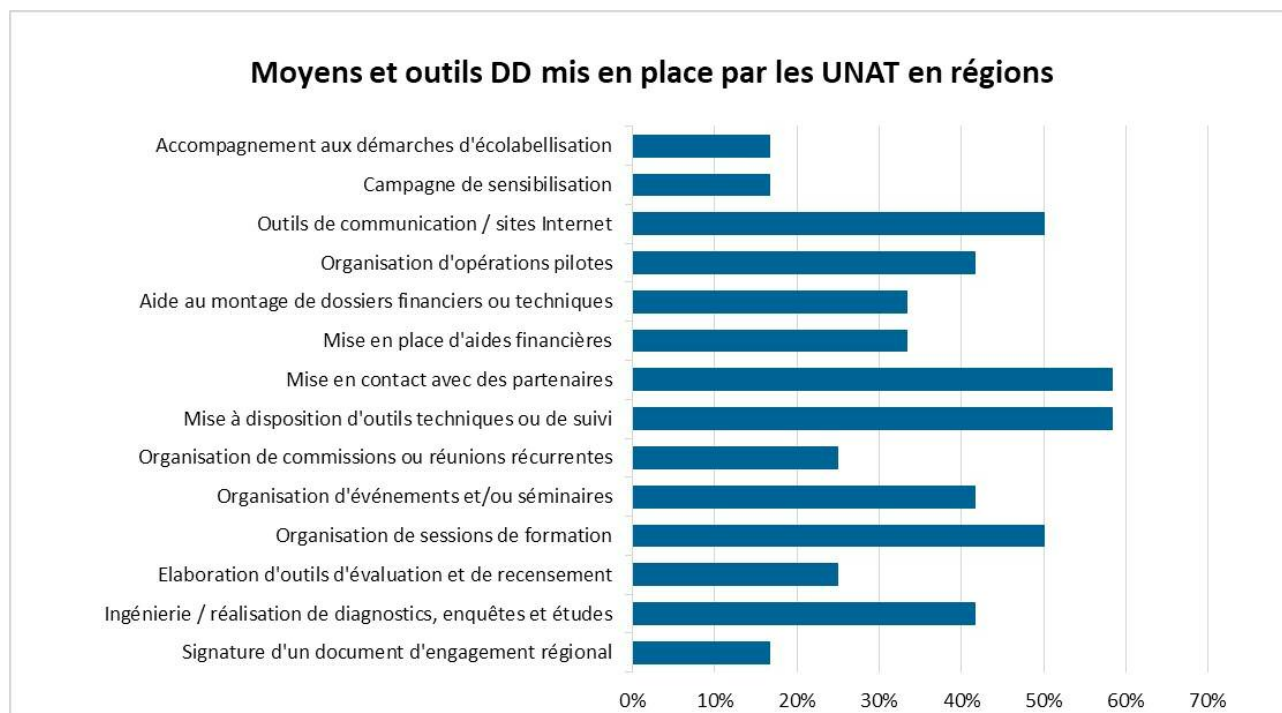
Les UNAT en régions travaillent essentiellement avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ainsi que les conseils régionaux et les conseils régionaux du tourisme (CRT), particulièrement ceux sensibilisés aux valeurs et pratiques du tourisme durable.



Leurs actions

83% des adhérents régionaux sont sensibles au développement durable mais seulement 67% d'entre eux sont moteurs dans ce domaine, selon les UR

Pour les sensibiliser ou les accompagner dans leur démarche de développement durable, les UR ont mis en place divers outils :



Actions les plus populaires :



La mise à disposition de boîtes à outils afin de guider les adhérents dans leur démarche de développement durable



La mise en contact avec des partenaires institutionnels, financiers ou environnementaux



L'organisation de formations, journées d'échanges et séminaires sur le développement durable (qualité alimentaire/alimentation durable, circuits courts, recyclage des déchets, réduction du gaspillage alimentaire, éco-gestes,...)



La mise en place de sites Internet spécifiques au tourisme durable (répertoires d'outils et de témoignages)



L'ingénierie et accompagnement de projets (prédiagnostic environnemental global, diagnostic écolabel européen, accompagnement à la mise en place d'un plan d'actions, aide au choix et suivi de la mise en place de la démarche DD,...)

Des exemples d'actions



UNAT Rhône-Alpes

Réalisation d'un guide pratique pour réduire le gaspillage alimentaire en lien avec la DRAAF et réalisation d'une expérimentation d'une démarche « circuits courts alimentaires » sur le territoire du Pilat



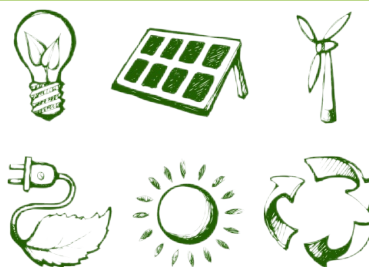
UNAT Pays de la Loire et UNAT Bretagne

Mise en place du programme ADEL, soutenu par l'ADEME, basé sur un accompagnement des gestionnaires d'établissements touristiques dans leurs démarches environnementales



UNAT Pays de la Loire

Création du dispositif « Group'AVélo » : réseau d'hébergements labellisés Accueil Vélo pour accueillir des groupes de cyclotouristes le long de la Loire à Vélo, la Vélodyssée et la Vélo Francette



UNAT Occitanie

Mise en place d'un outil de sensibilisation et d'information : « l'éco-mallette pédagogique » et mise à disposition d'un logiciel d'évaluation de l'efficacité énergétique des équipements



UNAT Nouvelle Aquitaine

Mise en place d'une coopération interfilière, soutenue par l'ADEME, avec la FRAPHA et l'UMIH Nouvelle Aquitaine dans un objectif de :

1. sensibilisation des acteurs du tourisme et des publics accueillis,
2. complémentarité et transversalité des actions engagées en matière de tourisme durable,
3. développement d'outils transposables et mobilisables pour l'ensemble des acteurs regroupés au sein des trois réseaux

Focus sur les différents secteurs



Le secteur Voyages et le développement durable

64% des adhérents nationaux du secteur Voyages ont répondu à cette enquête développement durable.

78% des adhérents du secteur Voyages ont mis en place une politique de développement durable ou tout au moins des actions DD mais seulement **33%** l'ont formalisée par écrit (charte, cahier des charges, lettre d'engagement...)

Aucun adhérent national du secteur Voyages n'est inscrit dans une démarche de certification environnementale.

Actions les plus populaires :



Organisation de temps de rencontre et d'échanges avec la population locale



Visites de lieux labellisés partageant les valeurs du développement durable



Valorisation de zones géographiques moins ou peu touristiques

Lien territorial et sensibilisation :

89%

privilégient les entrepreneurs et artisans locaux
(+12 points p/r moyenne)

56%

favorisent l'emploi local
(-11 points p/r moyenne)

78%

utilisent des systèmes productifs locaux
(+18 points p/r moyenne)

78%

sont partenaires d'acteurs locaux du tourisme durable
(+3 points p/r moyenne)

44%

participent aux politiques de développement local
(-8 points p/r moyenne)

44%

sensibilisent leurs salariés au DD
(+2 points p/r moyenne)

67%

sensibilisent leurs clients au DD
(+2 points p/r moyenne)

11%

sensibilisent leurs partenaires au DD
(-20 points p/r moyenne)

Projets cités comme innovants ou exemplaires :



Étude d'impact du Tourisme équitable et solidaire (TES) dans les destinations

Lancée en 2017, l'étude vise à mesurer les retombées économiques et sociales du TES dans les territoires afin d'en prouver l'impact positif, d'identifier les freins et leviers, et de renforcer le plaidoyer de l'ATES.



Charte de développement durable pour les refuges

Adoptée en 2017 par la Fédération Française des Clubs Alpains et de montagne, la Charte vise notamment, à inscrire les rénovations des refuges dans une démarche DD et à contribuer au DD des régions de montagne.

Le secteur Vacances enfants et adolescents et le développement durable

53% des adhérents nationaux du secteur Vacances enfants-adolescents (VEA) ont répondu à cette enquête développement durable.

75% des adhérents du secteur VEA ont mis en place une politique de développement durable ou tout au moins des actions DD mais seulement **38%** l'ont formalisée par écrit (charte, cahier des charges, feuille de route...)

Même si certains adhérents nationaux de l'UNAT n'ont pas de stratégie de développement durable,

83% ont une politique d'achats encourageant une consommation responsable

25% sont inscrits dans une démarche de labellisation ou de certification environnementale

Labels : Ecolabel européen (3 organismes), Tourisme & Handicap (2), Affichage environnemental (1)

Actions les plus populaires :



Création de documents de suivi et de gestion des ressources (tableau de relevés de compteurs, bilan comparatif des consommations annuelles...)



Amélioration de la gestion des déchets (collecte sélective, recyclage, valorisation) et des ressources utilisées



Transition durable des centres de vacances (ampoules A ou A+, systèmes de régulation de l'éclairage et de la température, sanitaires économes en eau...)



Organisation de temps de rencontre et d'échanges avec la population locale

Lien territorial et sensibilisation :

81%

privilégient les entrepreneurs et artisans locaux
(+4 points p/r moyenne)

75%

favorisent l'emploi local
(+8 points p/r moyenne)

69%

utilisent des systèmes productifs locaux
(+9 points p/r moyenne)

81%

sont partenaires d'acteurs locaux du tourisme durable
(+6 points p/r moyenne)

56%

participent aux politiques de développement local
(+4 points p/r moyenne)

44%

sensibilisent leurs salariés au DD
(+2 points p/r moyenne)

63%

sensibilisent leurs clients au DD
(-2 points p/r moyenne)

31%

sensibilisent leurs partenaires au DD
(similaire à la moyenne)

Projets cités comme innovants ou exemplaires :



Création d'un espace d'éducation à l'environnement

En 2016, le centre de vacances savoyard l'Alpestre de Temps Jeunes a créé une zone d'observation naturelles (hôtel à abeilles sauvages, station météo, refuge à oiseaux, cabane d'affût pour observer les animaux...).



Publication de dossiers et guides sur « l'écocitoyenneté »

Depuis 2007, les Eclaireurs et Eclaireuses de France publient des documents pédagogiques pour sensibiliser les directeurs et équipes d'animation ainsi que les enfants et adolescents au développement durable.



Rénovation du centre de vacances « le domaine du Maravant »

Situé en Haute-Savoie et inauguré en janvier 2018, ce bâtiment de 115 lits du CCE Véolia a été totalement rénové pour devenir un centre durable et accessible aux PMR (poêle à granulés, sanitaires économes, mise en place d'une restauration bio en circuit court...).



Rénovation du centre de vacances « Bel Horizon »

AVEA La Poste a récemment et durablement rénové cet établissement situé à Narbonne Plage en travaillant sur l'eau, l'énergie, l'isolation, la politique d'achat et les outils de sensibilisation afin d'obtenir le label Clef Verte et la Marque Parc porté par le PNR de la Narbonnaise.

Le Centre de plein air de Lathus, un lieu labellisé "Pôle d'Excellence Rural" et Ecolabel européen

Situé à mi-chemin entre Poitiers et Limoges, le CPA Lathus, adhérent Ethic Etapes, est un centre d'accueil, d'hébergement et de restauration attaché aux valeurs du développement durable et au développement de son territoire, le Pays Montmorillonnais. Structures HQE, accessibilité et activités adaptées, label «Tourisme et handicap », ferme pédagogique... C'est un acteur local actif du développement durable.



Le secteur Villages vacances et le développement durable

67% des adhérents nationaux du secteur Villages vacances - Tourisme familial ont répondu à cette enquête développement durable.

64% des adhérents du secteur Villages vacances ont mis en place une politique de développement durable ou tout au moins des actions DD
Seulement 36% l'ont formalisée par écrit (charte, cahier des charges,...)

57% ont mis en place une politique d'achats responsable

43% ont réalisé un audit interne pour évaluer leurs performances RSE

43% sont inscrits dans une démarche de labellisation ou de certification environnementale
Labels : Ecolabel européen (2 organismes), Clef Verte (2), ISO 14001, 26000 et 50001 (2), Tourisme & Handicap (2), Affichage environnemental (2)

Actions les plus populaires :



Création de documents de suivi et de gestion des ressources (tableau de relevés de compteurs, bilan comparatif des consommations annuelles...)



Installation d'ampoules de classe énergétique A ou A+ et/ou installation de systèmes de régulation de l'éclairage (minuterie, détecteur de présence...)



Installation de sanitaires économes en eau (robinetterie, douches, WC, lave-vaisselle...)



Amélioration de la gestion des déchets (collecte sélective, recyclage, valorisation) et réduction des ressources utilisées

Lien territorial et sensibilisation :

71%

privilégient les entrepreneurs et artisans locaux
(-6 points p/r moyenne)

86%

favorisent l'emploi local
(+19 points p/r moyenne)

57%

utilisent des systèmes productifs locaux
(-3 points p/r moyenne)

71%

sont partenaires d'acteurs locaux du tourisme durable
(-4 points p/r moyenne)

50%

participent aux politiques de développement local
(-2 points p/r moyenne)

43%

sensibilisent leurs salariés au DD
(+1 points p/r moyenne)

64%

sensibilisent leurs clients au DD
(-1 points p/r moyenne)

36%

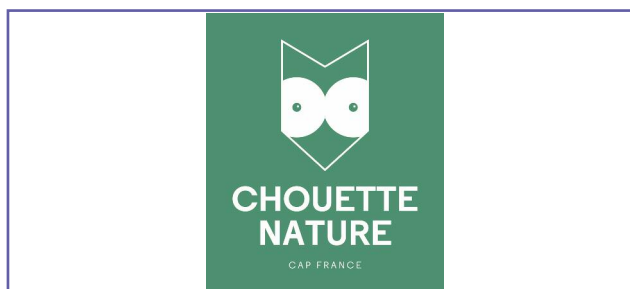
sensibilisent leurs partenaires au DD
(+5 points p/r moyenne)

Projets cités comme innovants ou exemplaires :



Rénovation du Village vacances Azureva Bussang

Situé dans le massif des Vosges, ce site de 9 hectares et 420 lits a fait l'objet de plusieurs investissements depuis 2014 pour le transformer en centre de bien-être durable et pleinement intégré dans son territoire (emplois pérennes notamment).



Cap France

Chouette Nature, premier label touristique ISO 14001 en France, fut lancé en 2004 par Cap France, opérateur villages et hôtels clubs. En 2018, ce dernier a revisité sa grille en mettant davantage l'accent sur les nouvelles énergies, le transport propre et les produits issus de la chimie verte.



Électricité verte et compensation carbone

Dans le cadre de sa stratégie DD, AEC Vacances a choisi Alp'Energie pour passer en électricité d'origine 100% renouvelable dans 4 de ses villages et a en projet la compensation carbone de leurs déplacements professionnels.



60 objectifs environnementaux obligatoires

Engagés dans l'évaluation d'une politique RSE, les Villages Clubs du Soleil ont obtenu le niveau 4 étoiles « Exemplarité » de la norme ISO 26000 en 2016 et sont engagés dans l'ISO 50001 (management d'énergie) ainsi que dans une démarche de gestion de l'eau.

Le siège, un village comme les autres

Depuis 2014, VVF Villages met en place dans tous ces équipements une démarche de progression sur les enjeux sociaux et environnementaux, en lien avec ses activités et ses parties prenantes. Dans ce cadre, plusieurs opérations ont été menées par les salariés du siège, installé à Clermont-Ferrand, dans le but de créer de l'animation et de nouer des relations avec les acteurs locaux, à l'image de ce qui peut se faire dans les différents villages vacances de la marque.



Le secteur Tourisme des Jeunes et le développement durable

67% des adhérents nationaux du secteur Tourisme des Jeunes ont répondu à cette enquête développement durable.

75% des adhérents du secteur Jeunes ont mis en place une politique de développement durable ou tout au moins des actions DD mais seulement **36%** l'ont formalisée par écrit (charte, feuille de route, plan d'actions...)

36% sont inscrits dans une démarche de certification environnementale
Labels : Tourisme & Handicap (4 organismes), Ecolabel européen (3), Affichage environnemental (2), Clef Verte (1)

Actions les plus populaires :



Création de documents de suivi et de gestion des ressources



Amélioration de la gestion des déchets et réduction des ressources utilisées



Mise en place de dispositifs de régulation thermique

Lien territorial et sensibilisation :

75%

privilégient les entrepreneurs et artisans locaux
(-2 points p/r moyenne)

63%

favorisent l'emploi local
(-4 points p/r moyenne)

63%

utilisent des systèmes productifs locaux
(+3 points p/r moyenne)

100%

sont partenaires d'acteurs locaux du tourisme durable
(+25 points p/r moyenne)

75%

participent aux politiques de développement local
(+23 points p/r moyenne)

50%

sensibilisent leurs salariés au DD
(+8 points p/r moyenne)

75%

sensibilisent leurs clients au DD
(+10 points p/r moyenne)

50%

sensibilisent leurs partenaires au DD
(+19 points p/r moyenne)

Projets cités comme innovants ou exemplaires :



Auberge de jeunesse de Cahors Le Chai

Inaugurée en 2017, cette auberge de jeunesse « nouvelle génération » de la Fédération Unie des Auberges de Jeunesse (FUAJ) a été conçue de manière éco-durable (respect des normes RT 2012, maîtrise des énergies, tri des déchets, labellisation "Clef Verte"...)



Les Glénans

Depuis ses origines, Les Glénans sont actifs dans la protection de leur environnement. Sur leurs sites, des actions sont mises en œuvre au quotidien : plantation de pousses d'arbres, plan de gestion écologique, utilisation d'énergies renouvelables, récupération des eaux de pluie, chauffe eau solaire...



Perspectives et attentes du réseau



Les Objectifs de Développement Durable (ODD) des adhérents pour les 3 années à venir

▪ Politique de développement durable (31%)



- Mettre en place une politique de développement durable
- Mettre en place ou améliorer un référentiel RSE
- Mettre en place des systèmes de reporting, de suivi et d'évaluation
- Mettre en place une gouvernance participative
- Revoir la qualité des contrats et/ou mettre en place de nouveaux partenariats
- Adhérer à une communauté d'acteurs de DD pour échanger et partager

▪ Sensibilisation et formation (31%)



- Sensibiliser les clients
- Sensibiliser et former les équipes salariées
- Mettre en place une politique d'incitation au DD à destination des partenaires
- Consolider les actions engagées et inciter plus de structures à s'engager dans une transition écoresponsable (UNAT en régions)
- Former les adhérents aux pratiques du DD (UNAT en régions)

▪ Immobilier (23%)



- Rénover le bâtiment
- Améliorer la performance énergétique de l'équipement
- Réduire les consommations d'eau et d'énergies
- Réaliser une étude de la neige - nivologie en zone de montagne

▪ Restauration (8%)



- Favoriser les circuits courts dans l'achat de produits alimentaires
- Réduire le gaspillage alimentaire
- Privilégier les produits régionaux
- Mettre en place une démarche de restauration avec des produits issus de l'agriculture biologique

▪ Emploi (6%)



- Privilégier l'emploi local
- Favoriser l'emploi de jeunes en insertion professionnelle
- Augmenter le nombre de travailleurs en situation de handicap au sein de l'organisme

▪ Transports (6%)



- Compenser les émissions des déplacements professionnels (compensation carbone)
- Inciter la Région à développer les transports en commun (à tarifs préférentiels) pour les groupes de jeunes

▪ Déchets (4%)



- Améliorer la gestion des déchets (collecte sélective, recyclage, valorisation)

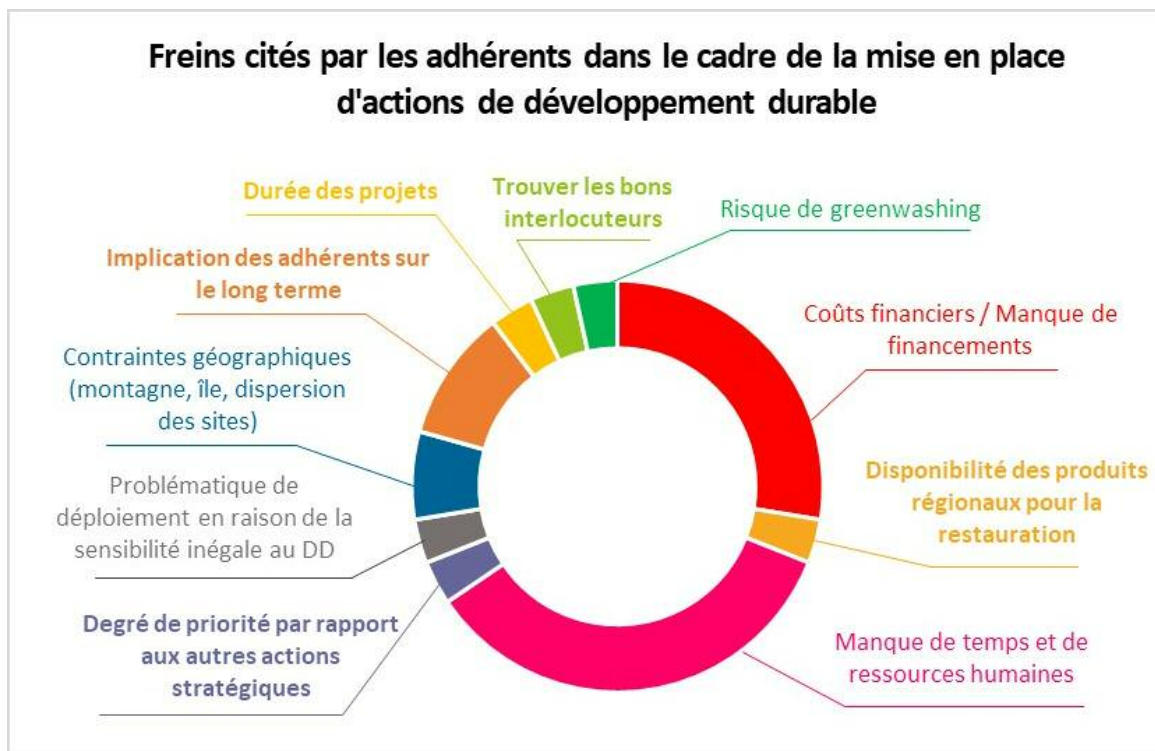
▪ Labellisation (4%)



- S'inscrire dans une démarche de labellisation ou de certification environnementale

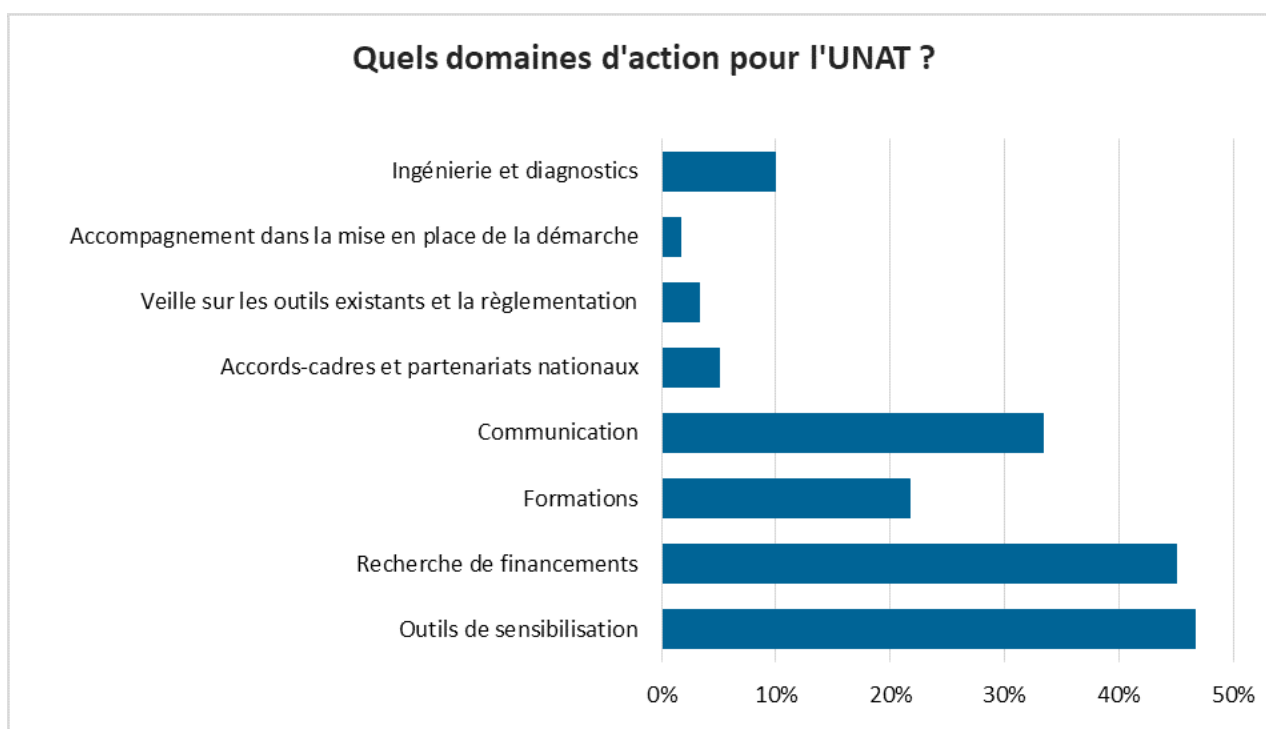
Les freins à la mise en place des ODD

Les freins relèvent principalement, pour les opérateurs nationaux du TSS, d'un manque de temps et de ressources humaines et/ou financières. Pour les UNAT en Régions, il s'agit surtout du niveau d'implication des adhérents sur le long terme.



Des attentes fortes en matière de sensibilisation, communication et financements

Afin de les aider à dépasser ces freins, les adhérents ont identifié des domaines d'action pour l'UNAT.

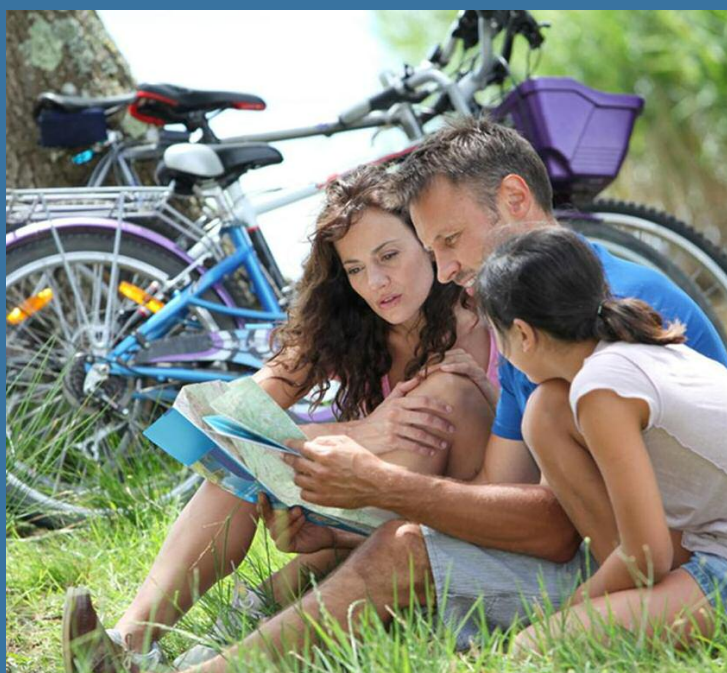


Propositions d'actions à mener au niveau national

Au vu de ces freins et attentes, les adhérents et les UNAT en Régions ont soumis à l'UNAT nationale, à la fin du sondage, des propositions d'actions en matière de développement durable :

- **Créer un réel élan politique** pour faciliter et renforcer l'investissement des adhérents dans tout le réseau, construire une vraie démarche de développement durable et inciter les adhérents à s'engager dans une transition écoresponsable afin de pleinement intégrer les notions de DD dans notre spécificité touristique ;
- **Mener des actions nationales de sensibilisation** à l'attention des membres du réseau ;
- **Créer des supports d'information et d'orientation** sur les labels et certifications, des outils et moyens de sensibilisation, des formations pour les adhérents et leurs collaborateurs ;
- **Identifier des ressources de financement** au niveau national
- **Communiquer et mettre en valeur les pratiques**, notamment exemplaires, des adhérents (nationaux et régionaux) impliqués dans le développement durable ;
- **Recenser les dispositifs existants** au niveau national et dans les régions afin de les diffuser, mutualiser et/ou harmoniser, et en informer les adhérents ;
- **Mettre en place des partenariats** non seulement avec des consultants et experts du développement durable pour accompagner les adhérents, mais également avec des acteurs incontournables du développement durable tels que la Fédération nationale des Parcs naturels régionaux, CCI France, l'ADEME, Clef Verte, France Stratégie, Acteurs du Tourisme Durable (ATD) ;
- **Mettre en place des temps d'échanges et de partage** de bonnes pratiques entre les adhérents et partenaires (groupes de travail, journées d'informations, séminaires...).

L'étude en bref



Le Tourisme Social et Solidaire et le développement durable

Des acteurs qui pensent global et agissent au local

L'Union Nationale des Associations de Tourisme est une association reconnue d'utilité publique, créée en 1920, qui inscrit son action dans le cadre d'un projet d'intérêt général à but non lucratif. L'UNAT s'engage en faveur d'un tourisme ouvert à tous, qui soit vecteur de progrès social et au service d'une société plus solidaire et durable. Elle fédère, représente et défend un ensemble d'acteurs touristiques qui accueillent chaque année 5 millions de vacanciers.

Chiffres clés

71 structures nationales

Plus de 500 membres régionaux réunis au sein de 12 délégations régionales

1600 établissements (villages de vacances, centres sportifs, auberges de jeunesse, gîtes...)

240 000 lits touristiques

Chiffre d'affaires : 1,2 milliard d'euros.

5 millions de vacanciers

20 millions de nuitées

11 500 Equivalents temps plein



Il y a un an, dans le cadre de l'Année Internationale du Tourisme Durable, l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air (UNAT) lançait une enquête nationale sur le développement durable. Les objectifs de ce projet étaient importants : identifier et promouvoir les actions de développement durable menées par les professionnels du Tourisme social et solidaire (TSS) sur le territoire français.

Avec une prévision de 100 millions de touristes en France en 2020 et de 2 milliards de voyageurs à l'échelle mondiale pour 2030, et dans un contexte de réchauffement climatique et d'érosion de la biodiversité, il est important pour les acteurs du TSS de s'inscrire dans une démarche de développement durable. Engagés depuis plusieurs années et portés par des valeurs communes entre TSS et développement durable (inclusion de tous les publics, intégration des établissements touristiques dans leur territoire, développement local, gouvernance participative...), ils sont nombreux à apporter au quotidien des solutions adaptées aux nouveaux défis.

Dès 2008, l'UNAT a adopté une Charte d'engagement en matière de Développement Durable. Mais cette enquête menée en 2017 révèle que, onze ans après, les actions des adhérents du réseau vont bien plus loin que la simple signature de ces principes.

Des acteurs sensibilisés au tourisme durable

Les acteurs du TSS ont bien conscience de la sensibilité des clients aux démarches de développement durable et de l'enjeu d'initier une offre de service responsable. Ainsi :

- 72% des organisateurs de séjours et 61% des hébergeurs du réseau national ayant répondu à l'enquête ont mis en place une stratégie de développement durable.
- 29% sont labellisés (Tourisme & Handicap, Ecolabel européen, Clef Verte, Affichage environnemental...).
- 19% font partie de communautés d'acteurs particulièrement engagés dans le développement durable (les Acteurs du Tourisme Durable, le Comité 21, France Nature Environnement, Paris Action Climat, Lyon Ville équitable et durable).

Par ailleurs, conscients des attentes des nouvelles générations de touristes (Millennials et génération Y), les acteurs du secteur Tourisme des Jeunes ont été identifiés comme étant les plus sensibilisés et proactifs en matière de tourisme durable.

Des pratiques de développement durable favorisant une baisse des consommations

67% des organisateurs de séjours et hébergeurs du réseau national gèrent leurs consommations d'eau, d'énergie, d'émissions polluantes et de déchets. Les gestionnaires d'établissement favorisent la mise en place de gestes simples comme l'installation d'ampoules de classe énergétique A ou A+, de système de régulation thermique, de sanitaires économes en eau ou de systèmes de gestion des déchets plus efficaces. Tandis que les organisateurs de séjours et voyages valorisent des zones géographiques ne bénéficiant pas habituellement des retombées du tourisme, l'organisation de temps de rencontre et d'échanges avec la population locale, l'utilisation de moyens de transports doux et la visite de lieux labellisés partageant les valeurs du développement durable.

Un fort lien territorial et un important travail de sensibilisation



- 77% des répondants privilégient les fournisseurs, entrepreneurs et artisans locaux pour leurs projets.
- 67% favorisent l'emploi local.
- 60% utilisent des systèmes productifs locaux et/ou des circuits courts de distribution pour leur service de restauration.
- 75% travaillent en partenariat avec d'autres acteurs du tourisme durable (aires naturelles protégées, ADEME, Conseils régionaux et départementaux...).
- 52% participent aux politiques locales de développement durable.

Les acteurs du TSS fournissent également un important travail de sensibilisation, non seulement auprès de leurs clients mais également envers leurs salariés et partenaires.

Des UNAT en régions dynamiques



8 UNAT en régions (UR) sur 12 ont mis en place une politique de développement durable destinée à leurs adhérents sur leur territoire. Les UR les plus engagées sont principalement situées dans des espaces littoraux ou montagnards et/ou dans des régions où les pouvoirs publics ont pris conscience de l'importance du développement durable. Ainsi, elles travaillent essentiellement avec les conseils régionaux du tourisme (CRT) et les antennes régionales de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour mettre en place des boîtes à outils, des partenariats financiers, des formations et des projets d'accompagnement des adhérents.

Des partenariats et outils à développer au service d'un tourisme respectueux des Hommes, des territoires et de la biodiversité

L'UNAT travaillera au développement d'outils de sensibilisation et de communication pour répondre aux besoins de ses adhérents, mais également pour participer activement à la dynamique du tourisme durable. La recherche de partenariats de projets et financiers sera aussi un objectif pour l'année à venir.

Enfin, l'UNAT nationale et les Unions régionales poursuivront leur mobilisation pour accompagner au mieux les acteurs du tourisme de l'économie sociale et solidaire vers un tourisme toujours plus respectueux des Hommes, des territoires et de la biodiversité.

Glossaire

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADN : acide désoxyribonucléique

AFNOR : Association française de normalisation

ATD : Acteurs du Tourisme Durable

CCI : Chambre du Commerce et de l'Industrie

CDT : Conseil Départemental du Tourisme

CPA : Centre de Plein Air

CRT : Conseil Régional du Tourisme

DD : Développement durable

DRAAF : Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

FUAJ : Fédération Unie des Auberges de Jeunesse

HI Qualité : label qualité pour les Auberges de Jeunesse du réseau, le label HI-Qualité (Hostelling International)

HQE : haute qualité environnementale

ISO 14001 : Norme internationale relative au management environnemental

ISO 26000 : Norme internationale relative à la responsabilité sociétale des organisations

ISO 50001 : Norme internationale relative au management de l'énergie

ODD : Objectifs de Développement Durable

P/R : par rapport

RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

TES : Tourisme Equitable et Solidaire

TSS : Tourisme Social et Solidaire

UNAT : Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air

UR : UNAT en Régions

VEA : Vacances Enfants-Adolescents

Ouvrage édité par

UNAT

Directeur de publication

Simon THIROT, UNAT

Réalisation, rédaction et mise en page

Audrey WITTERSHEIM, UNAT

Crédits photos

© Atout France/CDT Calvados

© Fotolia

© Freepik

© Pixabay.com

© Shutterstock

© UNAT

Impression

Oh My Com

ISSN (International Standard Serial Number)

2558-5886



UNAT
8, rue César Franck, 75015 Paris
Tél: 01 47 83 21 73
Fax: 01 45 66 69 90
infos@unat.asso.fr
www.unat.asso.fr

UNATO
Le tourisme
au service des hommes et des territoires